

G8-G20 : la société civile actrice pour une gouvernance plus démocratique

Souvenons-nous. **A Pittsburg, en septembre 2009, le glas du G8 avait sonné**, logiquement remplacé par le G20. Ce qui a été considéré comme « une révolution dans le mode de gouvernance mondiale » (Le Monde, 25/09/2009) peine cependant aujourd'hui à être mis en place.

Certes la dichotomie entre les deux rassemblements s'affirme. Le G20 est désormais annualisé et aussi fréquent que le G8. La répartition des sujets de discussion s'éclaircit aussi progressivement. Le G20 a ainsi en charge l'articulation des conflits d'intérêt économiques entre les grandes puissances mondiales et la coordination des politiques macro-économiques. Quant au G8, il concerne d'avantage les questions d'influence et de politique. Notons que depuis la tenue du G20 à Séoul en 2010, la thématique « développement » est à cheval entre les deux rendez-vous. En effet, l'Aide publique au développement se trouve rattachée au G8 tandis que « l'Agenda Développement » relève du G20 avec une nette orientation sur la « croissance durable pour tous ».

En 2011, le G20 devra affirmer sa légitimité en tant qu'outil efficient de gouvernance mondiale. Sa tenue les 3 et 4 novembre à Cannes s'organisera autour des thématiques suivantes : la réforme du système monétaire international, la régulation financière (négociation si possible d'une taxe sur les transactions financières), les paradis fiscaux et la régulation du marché des matières premières. A ce sujet, la lutte contre la volatilité des prix des matières premières sera priorisée et une réunion de préparation réunissant le G20 des ministres de l'agriculture se tiendra les 22 et 23 juin prochains. L'emploi et la dimension sociale de la mondialisation, la réforme de la gouvernance mondiale, la lutte contre la corruption et enfin – en marge pourrait-on dire – l'Agenda Développement, seront les autres sujets débattus durant le G20.

Néanmoins, le G8 n'a pas encore tiré sa révérence, loin de là. Comme l'explique Nicolas

Jabko, directeur de recherche au CERI :

« Pour l'instant les pays du G8 ont intérêt à ce que ce dernier reste en vie. Si le G20 ne fonctionne pas, ils pourront toujours se retrouver dans ce cercle restreint. Cette instance peut d'ailleurs constituer un moyen de pression à l'égard des nouveaux entrants : si rien ne se passe lors du G20, nous nous retrouverons entre grands. Mais à terme si le G20 fonctionne, il détrônera le G8. Il n'y aura aucune raison que le G8 continue en parallèle, car il sera moins légitime ».

Il fonctionne donc comme un outil de pression aux mains des puissances occidentales face à la montée des pays émergents et reste incontournable. Sa toute prochaine organisation, les 26 et 27 Mai à Deauville sera l'occasion pour ses membres d'adopter des positions communes sur les questions d'internet et de croissance verte, de paix et de sécurité (terrorisme, drogue, Sahel...), de partenariat avec l'Afrique, de dynamiques régionales, d'investissements privés et de sécurité –et non souveraineté- alimentaire.

On note dans les choix des sujets une forte influence française bien sûr puisque les présidences du G8 et du G20 nous reviennent cette année.

Mais finalement, quelque soit le nombre de pays représentés, de 8 à 20, Bertrand Badie condamne **« une oligarchie de diplomates »**. Nous vivons selon ce professeur des relations internationales dans un système sans nom, ni unipolaire, ni multipolaire. Un fil conducteur dans notre système existe pourtant bel et bien : il s'agit du *« privilège des grands selon lequel la gestion du monde est une affaire trop sérieuse pour la laisser entre les mains de n'importe qui [...] C'est "le directoire du monde", qui, sous la forme actuelle du G8 ou du G20, incarne le poing de la puissance dans un gant de paix universelle »*.

Bertrand Badie va plus loin en pointant dans les fonctionnements du G8 et du G20 un côté obscur d'une diplomatie de concert : un espace clos où l'initié *« ferme les yeux en discrète approbation ou volonté de ne pas voir la faute de l'autre[...] [La discussion] baigne entre coopération et compétition. La première s'impose quand un intrus se montre impétueux.*

La seconde prend le dessus quand les intérêts nationaux sont en jeu ».

Ces rencontres font donc l'objet d'une controverse croissante et légitime, alimentée par la société civile : comment surmonter le paradoxe entre une mondialisation implacable et un comité de pilotage rigide ? Comment répondre aux pressions des sociétés plus démocratiques envers cette diplomatie de connivence? Comment accepter la mainmise culturelle de l'Occident face au poids croissant des pays émergents?

Les rencontres du G8 et du G20 sont donc de plus en plus contestées –notamment par le mouvement altermondialiste- car **accusées de vouloir imposer une politique libérale mondialisée, au mépris des pays du Sud et de leurs particularités.**

C'est pourquoi un appel à la mobilisation face aux G8 et G20 en 2011 a été formulé lors du dernier Forum Social Mondial à Dakar, dénonçant leur rôle de légitimation des acteurs et des mécanismes à l'origine des crises tandis que les citoyens paient la note. Plus particulièrement, **l'appel de Dakar encourage des moments de convergence de toutes les résistances en France :** *« luttés contre l'opacité et la dérégulation de la finance, contre la dette illégitime au Nord comme au Sud, contre les politiques d'austérité et pour les services publics, contre les fausses solutions au changement climatique et pour des modes de production et de consommation qui préservent la planète, contre la précarité et pour un travail décent, contre la spéculation sur les matières premières et pour la souveraineté alimentaire, contre les dictatures, la militarisation et le colonialisme et pour les droits*

► **Revue de presse :**

- [Article - "La Diplomatie de connivence", de Bertrand Badie : dépasser l'oligarchie diplomatique](#)
Bertrand Badie, politologue spécialiste des relations internationales, défend la multipolarité pour gouverner une humanité indivisible, dans un monde jusqu'à présent dirigé par le privilège des grands.
- [Entretien - "La transformation du G8 en G20 sert à responsabiliser les pays émergents"](#)
Nicolas Jabko, directeur de recherche au CERI, nous explique dans quelles mesures le remplacement du G8 par le G20 peut être considéré comme une révolution dans le mode de gouvernance mondiale.

démocratiques des peuples...».

Les organisations françaises ont très largement répondu à cet appel. Ainsi, les 26 et 27 mars s'est tenue une Réunion Internationale Mobilisation G8-G20 au siège du CRID à Paris. **La coalition ainsi réunie, forte de 49 organisations représentées (dont 39 françaises),** a décidé qu'il était important de lier la contestation à des enjeux larges faisant résonance à l'actualité récente.

Cinq thèmes ont de fait été retenus : le changement climatique (avec le nucléaire et la crise énergétique), le soutien aux luttes dans les pays arabes (et aux luttes contre les dictatures), la lutte contre les politiques d'austérité en Europe, une meilleure répartition des richesses aussi bien au Nord qu'au Sud et la remise en cause du capitalisme. Le but de cette mobilisation est de ne pas avaliser l'agenda politique officiel mais au contraire, de **saisir l'opportunité des G8 et G20 pour remettre en cause leur légitimité et avancer des propositions alternatives.**

C'est dans ce sens que des manifestations auront lieu au Havre les 21 et 22 Mai, autour d'un camp auto-géré. Il en sera de même à Cannes du 30 Octobre au 4 Novembre prochain.

D'autres modes de développement et une gestion démocratique des biens communs seront défendus avec persévérance et obstination, car comme le conclue Bertrand Badie, *« si l'humanité est indivisible, pourquoi son organisation devrait-elle relever du club oligarchique et non d'un jeu collectif? ».*



► **Pour aller plus loin :**

- [Appel à mobilisations face aux G8 et G20 en France en 2011](#)
Pour retrouver l'agenda des mobilisations et signer l'Appel de Dakar.
- [Coordination Sud s'engage](#)
Coordination Sud relaie les travaux de la coalition G8 G20, du *G8 G20 Working Group* et du Forum International des plates-formes nationales d'ONG.